Journées d'information et d'échanges dans le cadre du dialogue social territorial

« Mobilités dans l'emploi et transitions professionnelles »

Les principaux leviers d'augmentation des transitions chômage-emploi

Fabienne Tournadre

institut du TRAVAIL
Université de Strasbourg

Evolution du chômage en France

- Un chômage de masse depuis le début des années 80: un taux > à 4-5% => > à 8%!!
- En 2013, le taux de chômage était d'environ 11%

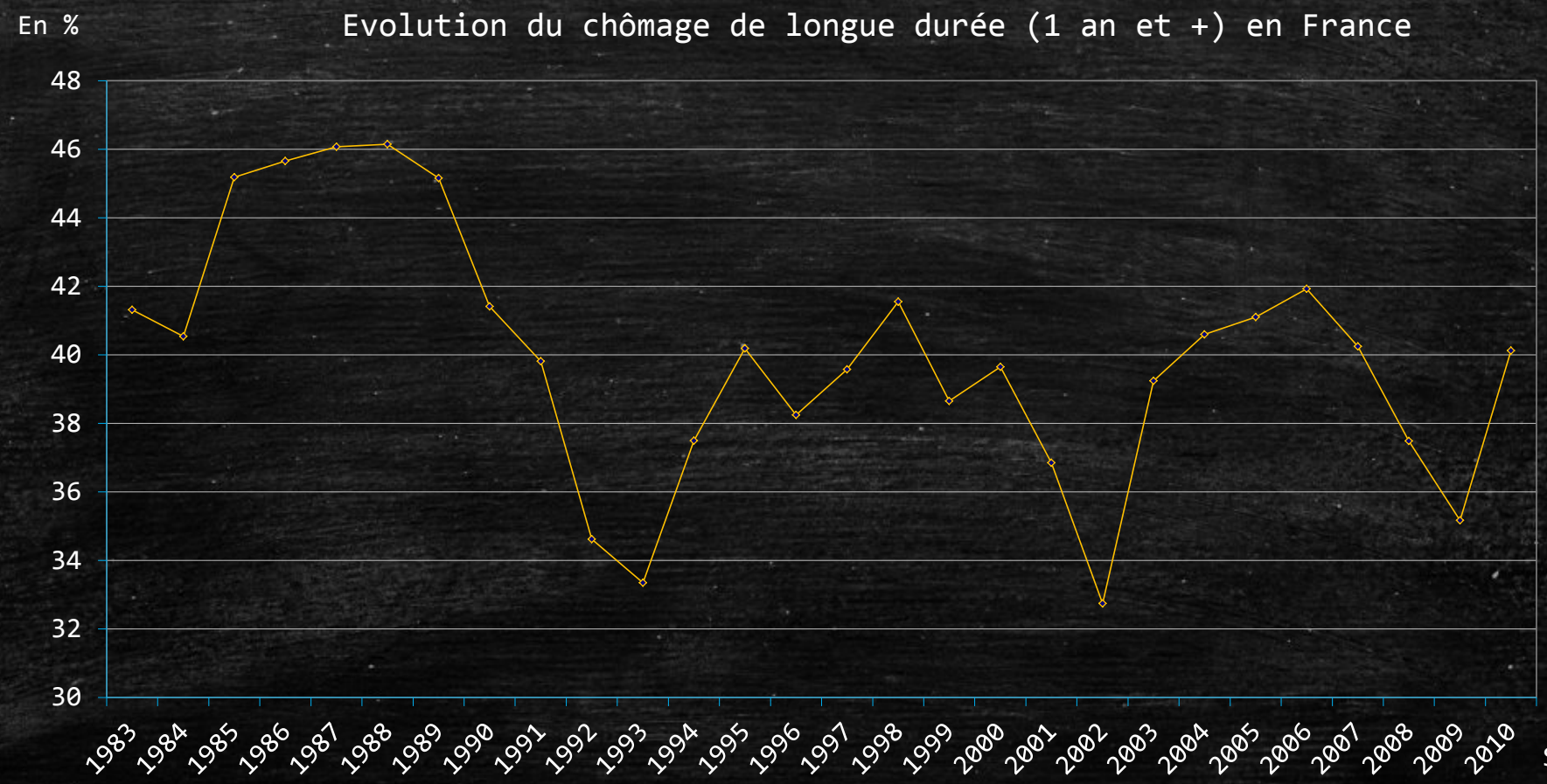
Des disparités du risque de chômage

- Des taux de chômage très différents selon:

  - Le genre (tx chômage des femmes traditionnellement > à celui des hommes)
  - L'âge (tx de chômage des jeunes > à celui des ainés)
  - La PCS (tx de chômage des ouvriers et employés > à celui des cadres et PI)
  - Le diplôme (tx de chômage des moins diplômés > à celui des diplômés // Les écarts de chômage entre diplômés et non diplômés diminuent avec le temps passé sur le marché du travail (accumulation de l'expérience professionnelle).
  - La région d'habitation (Taux de chômage des régions industrielles (aujourd'hui) et des DOM (traditionnellement) > aux autres régions)
  - La nationalité (Taux de chômage des étrangers > au tx de chômage des français)

Nature du chômage

- Un chômage persistant: une proportion des individus au chômage depuis plus d'un an autour de 40%



Source: OCDE

Des disparités du risque de chômage de LT

- Des taux de chômage très différents selon:

  - Le genre (tx chômage de LT des femmes traditionnellement < à celui des hommes mais l'écart se réduit avec l'âge)
  - L'âge (tx de chômage de LT des jeunes < à celui des ainés, mais fréquence des épisodes de chômage plus importante)

Transitions sur la marché du travail

- le chômage, un état absorbant // hystérèse du chômage

Transitions emploi-chômage entre T-1 et T en 2011

en 2011, en %

	Probabilité d'être ...		
	au chômage en étant en emploi un an avant	**au chômage en étant au chômage un an avant**	**en emploi en étant au chômage un an avant**
Ensemble	**2,9**	**45,8**	**36,6**
Catégorie socio-professionnelle (1) dont :			
Ouvriers	4,5	48,9	36,4
Ouvriers non qualifiés	5,5	51,9	32,5
Ouvriers qualifiés	4,0	45,4	41,1
Employés	3,8	48,1	35,1
Professions intermédiaires	2,0	37,5	45,4
Cadres	1,4	40,4	41,2
Pas de catégorie socioprofessionnelle	-	-	-
Rapport ouvriers non qualifiés / cadres	**3,9**	**1,3**	**0,8**

Favoriser les transitions chômage-emploi?

- Passage à une logique d'activation des politiques publiques via un outil privilégié : l'allocation chômage
  - →Versement de l'allocation chômage n'est plus inconditionnelle (politique passive) mais en lien avec vitesse de transition (durée de chômage)
  - →Faire varier le profil d'allocation dans une logique incitation / sanction
- Passage à une logique d'activation des politiques publiques via un outil privilégié : l'accompagnement
  - →Jouer sur la complémentarité allocation chômage généreuse et accompagnement
  - →l'allocation chômage = subvention à une recherche d'emploi accompagnée // qualité de la transition (qualité de l'emploi retrouvé)
- Passage à une logique d'activation des politiques publiques via un outil privilégié : les recettes
  - →Le financement de l'assurance chômage va dépendre du nombre de transitions (de recours à l'assurance chômage)
  - →contribution au financement par l'employeur va varier dans une logique de pollueur / payeur

Assurance Chômage, un levier?

- L'assurance chômage protège les travailleurs contre des fluctuations trop importantes de leur revenu en cas de chômage. Mutualisations des risques encourus

  ⇨ Assurance chômage = Même logique assurantielle que n'importe quelle assurance?

- OUI, car si l'assurance était facultative elle n'attirerait que les travailleurs les plus risqués et ne serait pas viable (Sélection adverse)
- OUI, car « non assurance » des jeunes chômeurs qui n'ont pas suffisamment cotisés // sur-prime des jeunes conducteurs
- NON, car capacité d'auto-assurance des agents plus limitée dans le cas du chômage
- NON, car employeurs participent à son financement

Assurance Chômage, un levier?

- Présence possible d'aléa moral = comportement de l'assuré non totalement observable ou contrôlable / présence d'asymétrie d'information

  →Risque couvert par l'assurance en partie endogène ie. le comportement de l'assuré peut contribuer a accroître le risque ou/et ses conséquences financières

  →Dans le cas du chômage: effort de recherche d'emploi difficilement observable et contrôlable mais déterminant pour la reprise d'un emploi. La durée de chômage dépend en partie du comportement des demandeurs d'emplois.

- Salaire de réservation = Salaire à partir duquel un chômeur accepte de reprendre un travail

  →dépend des revenus d'inactivité que touche éventuellement un chômeur (assurance chômage - minima sociaux ...)

Y a-t-il un problème d'incitation a la reprise d'un emploi?

- Des allocations chômage "trop" généreuses pourraient…

→augmenter le salaire de réservation
→diminuer l'effort de recherche d'emploi

⇨diminuant alors le taux de sortie du chômage.

L’introduction d’un profil d’indemnisation décroissant avec la durée de chômage

- L'incitation à la recherche d'emploi augmente avec le temps passé au chômage augmentant alors le taux de retour a l'emploi (Shavell et Weiss, 1979 - Hopenhayn et Nicolini, 1997)

→ PB1: Prise en compte de la négociation salariale : la dégressivité améliore la position des "insiders" ce qui accroit la pression salariale et le chômage ≠ profil constant (Cahuc et Lehmann, 1997)

→ PB2: Dégressivité = sanction généralisée

⇨ Confrontation aux données (Dormont, Fougère et Prieto, 2001)

- Le problème d'incitation semble concerner les mieux indemnisés…
- La dégressivité des allocations chômage n’améliore pas le taux de retour à l’emploi

L’introduction d’un contrôle de l'effort de recherche et sanctions

- Contrôle = système supposé supérieur en terme de bien-être car évite la sanction "généralisée".
  - → PB1 : le contrôle porte sur l'effort de recherche "formel", observable par le SPE. Si les méthodes informelles (contacts prives, réseaux sociaux…) sont plus efficaces (efficacité dépend des caractéristiques des individus), le contrôle peut être une solution sous-optimale

⇨ Confrontation aux données

- Le contrôle entraine une substitution des méthodes de recherche d'emploi formelles a des méthodes informelles et n'a aucun effet significatif sur le retour a l'emploi (Boone et Van Ours, 2000 / Van den Berg et Van den Klaw, 2004 - Pays-Bas) // ni sur les durées des périodes de chômage indemnisé (Fougère, 2000)
- Etudes « empiriques » menées dans les pays européens suggèrent que c'est la complémentarité entre aide à la recherche d'emploi / accompagnement / formation et sanctions qui est efficace. Seuls, les dispositifs de sanctions n'ont pas d'effets significatifs (Fougère, 2000)

L’allocation chômage comme subvention de la recherche d'emploi

- La qualité de l’appariement comme critère = qualité de l'emploi retrouvé ⇨ baisse de la récurrence au chômage

- Subventionner une recherche d'emploi efficace (verser des allocations généreuses / augmenter le salaire de réservation) pour:
  - → Financer l'attente par le travailleur d'un emploi adéquat étant donné sa qualification
    - Le coût à la charge du travailleur ↗ la durée au chômage (Ihlanfeldt, Holzer et Sjoquist, 1994)
    - ↘ indemnité chômage ↗ contraintes financières et ↘ taux de retour à l'emploi (Decreuse, 2002)
  - → Générer des appariements plus productifs entre travailleurs et emplois (Marimon et Zilibotti, 1999)
  - → Générer de la croissance économique / le fait que les travailleurs recherchent de bons emplois poussent les firmes a investir dans la création de tels emplois / cercle vertueux (Acemoglu et Shimer, 1999).

Un nécessaire accompagnement…

- L'accompagnement ⇨ ↗ le retour a l'emploi mais effet de faible amplitude (Crepon, Dejemeppe et Gurgand, 2005)
- L'accompagnement ⇨ ↗ la stabilité de l'emploi retrouvé (Crepon, Dejemeppe et Gurgand, 2005)
- La personnalisation de l'accompagnement (différenciation des niveaux d'accompagnement selon le type de demandeurs d'emploi) ⇨ ↗ significativement le taux de retour a l'emploi notamment pour les chômeurs de longue durée (Fougere, Kamionka et Prieto, 2009)

Accompagnement, le recours aux opérateurs privés

- le recours à des prestataires privés a des effets controversés
- De effets positifs : au RU (Hales, Taylor, Mandy et Miller, 2003 et Hasluck, Peter et Green, 2003)
  - ↗ du taux de retour à l'emploi (+ pour les chômeurs de courte durée)
  - ↘ la probabilité de retour au chômage
- Des effets négatifs : en France (Behagel, Crepon, Gurgand, 2009 et DARES-Pole Emploi , 2013)
  - ↗ du taux de retour à l'emploi mais ↗ plus faibles et plus tardives et emplois - stables (- de CDI et + de temps partiel) et + de concessions salariales que si accompagnement Pôle Emploi
  - Les opérateurs privés issus de l'univers du reclassement et issus de grandes entreprises de l'intérim obtiennent des taux de retour à l'emploi proches de ceux de Pole Emploi.

« Taxer » le recours à l'assurance chômage pour limiter les transitions

- Exemple US de financement par les employeurs de l'assurance chômage : Experience rating, généraliser dans les années 80 mais différents entre états
- Principe : Il s'agit d'indexer les taux cotisations employeurs à l'assurance chômage en fonction de l'historique des licenciements // du volume de licenciés // de la durée du chômage des licenciés // du montant des allocations versées aux licenciés // de la masse salariale versée aux non licenciés
- Idée: la mutualisation dans le financement de l'assurance chômage génère des possibilités de passagers clandestins (trop de recours des employeurs à l'assurance chômage sans tentative de lisser en interne les mouvements de conjoncture) // mise en place d'un système de « bonus _malus »

L’évaluation du système américain d’experience rating

- L’experience rating ↘ le niveau du chômage, la dépendance aux cycles économiques et aux saisonnalités
- L’experience rating ↗ l'emploi et notamment l’emploi stable (Fougère et Margolis, 2000)
- Si experience rating parfait (cout marginal entièrement reporté sur les entreprises)
  - ↘ - 20% des licenciements
  - ↘ - 5%chômage
  - ↗ + 4,6% de l’emploi (Anderson , 1993)
  - Effet stabilisateur du cycle économique ++ : ↘ - 14% de la variabilité de l’emploi (Anderson , 1993)
  - Effets différenciés selon les secteurs (Card et Levin , 1994)

L’experience rating, transposable à la France?

- Effets incertains (Fougère et Margolis ,2000)
- PB1: spécificités institutionnelles françaises
  - Fonctionnement très différents de l’assurance chômage / deux objectifs distincts de l’assurance chômage : couvrir contre la perte de revenu du travail mais aussi participe à la lutte contre la pauvreté / calcul de l’allocation différent (nombre minimum de jours travaillés pour ouvrir droit à l’allocation) / cas d’indemnisation différents (démission, licenciement pour faute)
  - Fonctionnement très différents du marché du travail / multiplicité des types de contrats _ place des CDD
- PB2: la présence d’un chômage de LT
  - ↗ la sélectivité des entreprises pendant les embauches / + exigeant sur les qualités ou sur « l'employabilité»
  - ↗ du chômage de LT et les effets de stigmatisation sur les chômeurs LT

!!! peut freiner les licenciements de salariés jugés difficilement ré-employables, par exemple les travailleurs âgés ou peu qualifiés